

**Discours du Président du Conseil exécutif de Corse**  
**Session de l'Assemblée de Corse du 26 septembre 2019**

Gilles SIMEONI

Merci, M. le Président de l'Assemblée de Corse.

Bien sûr, j'ai écouté avec attention et gravité chacune et chacun des intervenants et personne ne sera surpris lorsque j'aurais dit que je partage beaucoup de ce qui a été dit par les membres de l'opposition et la quasi-totalité de ce qui a été évoqué par les élus qui ont parlé au nom des différents groupes de la majorité. Je vais essayer d'exprimer en quelques minutes ce que sont mes propositions et mon analyse de la situation en répondant aussi directement à Jean-Charles ORSUCCI. Je suis aujourd'hui Président du Conseil exécutif de Corse. Cela me donne un certain nombre de responsabilités, j'entends les assumer et les exercer pleinement. J'ai conduit une liste composée qui était composée de femmes et d'hommes. Beaucoup sont élus ici, le Président de l'Assemblée de Corse, les élus des trois groupes actuels de la majorité. J'ai pris des engagements devant les Corses en notre nom à toutes et à tous, nous avons pris ensemble des engagements devant les Corses et nous avons même tenu à les sacrifier par un serment que nous avons décidé de passer. Je crois que nous avons, les uns et les autres, pleinement conscience des responsabilités individuelles et collectives qui sont les nôtres. Une fois que j'ai rappelé cela, cela sera aussi pour dire qu'il ne peut pas y avoir d'hommes providentiels, de solutions toute faites et il n'y a personne, malheureusement, qui aujourd'hui ait la recette pour dire qu'il n'y aura plus, à partir d'aujourd'hui, d'actes de violence, d'assassinats, de larmes ou de sang sur cette terre que nous aimons tous passionnément. Nous n'avons malheureusement pas ce pouvoir. Par contre, ce qui est souhaitable, ce qui est nécessaire, ce qui est sans doute indispensable, c'est qu'à partir d'aujourd'hui, comme cela a été dit, nous essayons 36 d'initier ensemble un chemin qui permette, aussi vite que possible, de rompre définitivement avec les logiques criminelles et mortifères et qui permettent définitivement, de faire triompher les forces de la vie qui sont nombreuses dans cette société insulaire et dans lesquelles, toutes et tous ici, dans la diversité de nos convictions, nous nous reconnaissons. Je ne doute de l'honnêteté et de l'intégrité d'aucun des élus qui est dans cette salle. Je n'ai aucune raison objective de le faire. J'ai confiance en vous et j'ai confiance en nous. Mais ce que je sais, c'est que nous avons besoin plus que jamais que les Corses, là encore dans la diversité de leurs convictions, puissent continuer à nous faire confiance. Nous n'avons pas seuls, la solution, mais parce que nous avons été désignés par le suffrage universel, nous avons la responsabilité majeure de contribuer à définir cette solution, pas seuls, avec d'autres. Nous devons y contribuer. Deux choses rapidement. Sur la sémantique, me tournant à la fois vers les intervenants successifs et plus directement vers Pierre GHIONGA, bien sûr qu'à un moment donné, les mots peuvent servir, y compris à des stratégies non dites. C'est vrai que nous sommes quelques-uns à être avocats dans cet hémicycle et nous savons que les lois de circonstance ou les juridictions d'exception, en France comme ailleurs, ont bien souvent fait le lit de dérives. Ce débat peut être ouvert. Faut-il des aménagements législatifs ? Sommes-nous aujourd'hui dans une tendance globalement liberticide ? A mon avis, oui, à l'évidence. Nous ne sommes pas seuls à le dire, confère le livre de Me SUREAU. Simplement, pour que nous soyons d'accord, est-ce qu'il y a aujourd'hui, une dérive et/ou une pression mafieuse ou pré-mafieuse en Corse ? Je pense qu'il faut poser cette question et je pense qu'il faut dire clairement que oui. Si la mafia, c'est la convergence entre la criminalité organisée, le pouvoir économique, le pouvoir politique et le fonctionnement des institutions, une convergence qui peut être plus ou moins marquée, plus ou moins aléatoire, mais une convergence qui existe ou qui risque

d'exister, nous sommes au risque avéré et quelquefois réalisé de la dérive mafieuse ou pré-mafieuse. Si, comme le dit Salvatore CUSIMANO que nous avons reçu il y a quelques mois, qui est Sicilien, qui est le responsable en Sicile de la Rai, avec lequel, avec d'autres, nous avons beaucoup discuté, si la Mafia, c'est comme il le dit, lui, nourri par l'expérience sicilienne qu'il a vécu au quotidien depuis 30 ou 40 ans, c'est 37 d'avoir un interlocuteur en face de lui qui représente un lobby occulte et que ce lobby dispose, selon les termes de la loi italienne, d'une réserve de violence, si la Mafia, c'est ça, alors vous savez que nous sommes au risque réalisé de la dérive ou de la pression mafieuse. Vous le savez, y compris en tant qu'élus. Je ne dis pas que vous y avez cédé ou que nous y avons cédé, mais vous savez que cela existe ou que cela peut exister. A partir du moment où nous posons ensemble ce diagnostic, notre devoir est d'essayer d'y apporter des réponses. Ce devoir est beaucoup plus impératif aujourd'hui, c'est le deuxième axe, parce que la situation de la Corse au moment où nous parlons, n'est pas celle d'il y a un mois ou deux ans, vous avez raison, Jean-Martin. D'abord, se rappeler que ce risque réalisé, il existe depuis longtemps. Hier, dans le journal télévisé de Via Stella, on montrait une manifestation nationaliste de 1990 « Mafia nò ». Je l'ai dit, je faisais partie des quelques dizaines de personnes qui ont participé à cette manifestation. Il se trouve que sur les images, on voyait Jo SISTI, que beaucoup d'entre nous ont connu, qui a été assassiné tragiquement avec son beau-frère, quelques années après. Jean-Guy, le Président de l'Assemblée de Corse, a rappelé que ce cercle du malheur nous a frappés politiquement et quelquefois intimement à toutes et à tous ici, à toutes et à tous et parmi les élus et les plus hauts responsables de cette Assemblée, peut-être plus encore directement. Cela nous donne sans doute une sensibilité particulière et une exigence plus forte d'apporter des réponses, pas sans vous, pas contre vous, avec vous, ensemble. Je disais que nous sommes à un point de bascule et à un tournant parce que de toute part, et vous le savez, la demande sociale monte et s'amplifie chez les nationalistes, à gauche, à droite, dans les villages, dans les villes. Vous n'avez pas pu ne pas être frappés par cette angoisse, cette inquiétude, ces jeunes qui vous disent « je ne pense qu'à partir », ces parents qui vous disent « je veux que mes enfants partent et qu'ils ne grandissent pas ici », ces gens de notre génération qui disent « moi, si j'ai l'occasion, je vends mon affaire et je m'en vais avec ma femme et mes enfants ». Vous l'avez entendu, nous l'avons entendus tous. La situation a changé, il y a deux ans, lorsque nous avons été élus en 2015, vous l'avez dit, ce n'était pas une alternance normale, et ça nous donne une responsabilité supplémentaire. C'était l'aspiration d'un changement profond. 38 Aujourd'hui, nous sommes confrontés aux difficultés de l'exercice du pouvoir, aux désaccords quelquefois. Allons-nous trop vite ? Allons-nous trop lentement ? Devrions-nous privilégier telle ou telle action par rapport à telle ou telle autre ? C'est l'exercice normal de la démocratie en interne, en une majorité ou dans les débats qui nous opposent majorité et opposition. Mais ce qui a changé, c'est que là où il y avait hier un espoir généralisé, la perspective d'une sortie politique par le haut, progressive, construite entre nous, accompagnée et soutenue par l'Etat, il y a aujourd'hui une fermeture, une absence de perspective. Cette absence de perspective vient aggraver une situation d'ensemble avec des actes qui ont été rappelés, qui se multiplient, dont on ne connaît pas judiciairement les auteurs, dont on ne connaît même pas souvent matériellement et factuellement les auteurs, des actes graves, gravissimes (incendies criminels, mitraillages, menaces, assassinats, jusqu'à l'assassinat il y a quelques jours d'un jeune militant nationaliste). Ce contexte d'ensemble, point n'est besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'il nous amène, les uns est les autres, très certainement à notre corps défendant, vers des jours sombres. Si nous ne faisons rien, ces jours sombres vont venir et peut-être même que si nous faisons, ces jours sombres viendront. Mais pouvons-nous subir ? Non. Pouvons-nous accepter ? Non. Y a-t-il la place pour proposer un autre chemin ? Oui. Les forces de la vie dans ce pays, les forces du travail, les forces des valeurs de respect, les forces de valeur du respect de la vie, les forces de l'espoir sont-elles plus fortes que les forces mafieuses, pré-mafieuses ? Oui. Est-ce que nous avons les moyens de le dire ensemble ? Oui. Est-ce que nous avons les moyens de le construire ensemble ? Donnons-

les-nous. C'est cela que les Corses, aujourd'hui, dans leur très grande majorité, attendent de nous. Je vais être beaucoup plus bref que ce que j'avais envisagé. Il ne peut pas y avoir de solution magique. Il y avait la nécessité d'avoir cette prise de parole aujourd'hui, nous savons qu'elle ne suffit pas. Il y a eu la proposition que le Conseil exécutif de Corse a faite et qui a été reprise et partagée par la commission permanente d'une session dédiée de l'Assemblée de Corse à cette question qui, à mon sens, mais nous en discuteront ensemble, doit se limiter à : violence mafieuse et pré-mafieuse, que faisons-nous pour combattre, que faisons-nous pour construire la démocratie réelle ? Cette session non plus ne suffira pas. Il faudra que nous allions beaucoup plus loin. Mais est-ce que nous actons aujourd'hui ensemble que c'est le premier pas d'un chemin que nous allons accomplir ? Je laisse de côté, moi je suis pour 39 l'autonomie, d'autres membres de la majorité sont pour l'indépendance, vous, Jean-Charles, vous êtes aussi pour l'autonomie, mais peut-être n'y mettez-vous pas tout à fait la même chose que moi, d'autres l'ont été, ou le sont, ou ne le sont pas. Ça, on le laisse de côté. Est-ce qu'on peut ensemble envoyer ce signal que ce pourquoi nous sommes d'accord pour nous battre, c'est pour la démocratie réelle dans ce pays ? Moi, je crois à l'autonomie. Je me suis engagée publiquement parce que je veux que ce peuple corse soit reconnu dans ces droits. Mais de façon indissociable, je veux que cette Corse que nous aimons, elle soit un pays libre, démocratique où les gens puissent dire non, où les gens travaillent, où les gens sont respectés, où les enfants grandissent en paix, où on ne va pas aux enterrements de gens assassinés, où les femmes, les hommes, les familles, les grands-parents pleurent. Je n'en veux plus de ce pays et vous n'en voulez pas non plus. Nous n'en voulons pas ensemble. Est-ce qu'on est capables de le dire ? Moi, je suis sûr que oui. Dotons-nous d'une méthode. Aujourd'hui, ça a été dit, il y a trois grands acteurs pour organiser. Il y a l'Etat, compétence régaliennne. Je ne dirai pas à ce stade ce que je pense historiquement de l'attitude de l'Etat dans ce pays. Vous le savez. Mais on pourrait dire « ils cherchent à s'exonérer de leurs responsabilités, à ouvrir un débat pour détourner l'attention ». Je le laisse de côté. Je rappelle le chiffre quand même parce qu'il faut l'avoir en tête parce que ce n'est pas un chiffre. Dans ce Corse-matin que j'ai là, de janvier 2013, on disait qu'entre 2005 et 2013, il y avait eu 94 assassinats de gens que nous connaissons, qui auraient dû vivre et qui sont morts. Le taux de poursuite était de 4 % ; le taux de résolution judiciaire était voisin des 0 %. Ça veut dire qu'il y a eu 92 ou 93 familles qui vivent sans savoir pourquoi leur proche est mort. Ça, c'est une violence insupportable. Est-ce que l'Etat veut exercer ses compétences régaliennes dans le respect de l'état de droit et sans arrière-pensée politique malsaine ? C'est à lui de le dire et c'est à lui surtout de le montrer. Mon propos, aujourd'hui, je vais le concentrer sur ce que nous, nous pouvons faire, ce qui relève de notre responsabilité. Il y a les élus de cette institution, les élus de la Corse, les élus en dehors de cet hémicycle et il y a le peuple, la société civile. Rien ne serait plus dangereux que d'opposer les élus et le peuple. Nous sommes aussi les représentants du peuple avec d'autres, ailleurs. Il ne peut pas y avoir le peuple contre les élus et il ne peut pas y avoir les élus sans le peuple, surtout dans ce combat-là. La société civile, elle parle, elle s'organise, elle se constitue en collectif « mafia nò, vita iè », peut-être d'autres démarches. On n'est pas ici pour, pas d'accord du tout avec un certain nombre de propositions faites par le collectif. On peut critiquer, regretter tel rappel historique ou telle référence nominale, ça importe peu. Ce qui compte, c'est qu'il y a des femmes et des hommes, là et ailleurs, qui sont chômeurs, qui sont écrivains, qui sont artistes, qui sont chefs d'entreprises, qui représentent la société Corse dans sa diversité et qui nous disent : « nous, on ne veut plus de ce pays où les gens ont peur », c'est ça qui compte. Nous qui sommes élus, je m'adresse à moi-même autant qu'à vous, notre responsabilité est de créer les conditions pour que cela avance. Je l'ai dit hier soir, je considère que nous, les nationalistes, parce que nous sommes aux responsabilités, parce que nous venons de l'histoire collective qui est la nôtre, parce que nous voulons construire un pays qui soit un pays émancipé, démocratique, nous avons une responsabilité qui est essentielle. Je ne me pose pas et à l'égard de quiconque en donneur de leçons, surtout pas. Je dis simplement qu'individuellement et

collectivement, nous devons être à la hauteur de la situation. Je ne doute pas que nous le serons. Travaillons à cette session extraordinaire, travaillons avec la société civile, avec les forces politiques qui ne sont pas représentées dans cet hémicycle parce que le fait de ne pas être élus ne doit pas les priver de leur participation à nos débats et à notre réflexion. Travaillons à une méthode, regardons ce qui s'est fait ailleurs dans les pays qui ont souffert, dans les pays qui ont eu à se confronter avec la violence mafieuse ou prémafieuse, dans les pays qui ont eu à subir d'un conflit de 50 ans parce que les difficultés viennent de là aussi. Il y a une autre violence dont je voudrais parler à l'instant qui est une violence symbolique et politique insupportable, Jean-Charles, je me tourne vers vous notamment, c'est celle d'avoir en face de nous, un gouvernement, un président de la République, un état qui refuse de reconnaître ce que nous sommes au plan historique et politique, qui refuse de reconnaître que la question corse a une dimension historique et politique, ce que disait déjà ROCARD en 2000, dans sa lettre, lorsqu'il convoquait l'histoire pour dire « on ne peut pas déclinier le présent et l'avenir en oubliant l'histoire ». Ça, ça fait partie aussi nécessairement de l'équation. Nous, les nationalistes et je termine par-là, je crois que nous avons su aussi changer, tirer les leçons. 1999, le protocole de Migliacciaru, 2014, l'annonce par le 41 FLNC de la fin définitive et irréversible de l'action clandestine. Ce sont des jalons pour aller vers une société véritablement de démocratie. Est-ce que tout a été fait ? Est-ce que nous avons fait tout ce que nous devons faire ? Sans doute pas. Devons-nous le faire ? Oui, le plus vite possible. Devons-nous envoyer à notre peuple des raisons, chaque jour, plus fortes de nous faire confiance, nous nationalistes et nous, élus ? Oui. Faisons cela, allons voir ailleurs ce qui s'est passé, définissons une méthode, listions les comportements dont nous ne voulons plus parce qu'on considère qu'ils portent atteinte à l'exercice réel de la démocratie. Donnons-nous de la force ensemble pour les refuser, identifions les dysfonctionnements, identifions les mécanismes de dévoiement ou de pression et disons que nous ne les accepterons plus. Si nous faisons cela, nous n'aurons pas résolu tous les problèmes, mais nous aurons fait la démonstration que pour ce pays qui est le nôtre et que nous aimons, le chemin de la démocratie existe.